



Société de Bourse



Depuis 1996

BULLETIN D'INFORMATION

SGI-TOGO

« INFO BOURSE »

N° 297 du 11/01/2018

LA BOURSE

INFOS BRVM

Évolution du marché

La BRVM a clôturé sa séance du jeudi 10 janvier 2018 en baisse par rapport à la séance précédente. L'indice **BRVM 10** est passé de **211,85** à **210,90** points, soit une régression de **0,45%**. L'indice **BRVM Composite**, pour sa part, a cédé **0,23%** à **231,25** points contre **231,79** points précédemment.

La valeur des transactions s'est établie à 3,58 milliards de FCFA contre 11,65 milliards de FCFA le mercredi dernier, soit un repli de 69,27 % et le volume de titres échangés s'est élevé à 263 175 titres contre 1 314 320 titres, soit une baisse de 79,97%.

La capitalisation boursière du marché des actions s'est chiffrée à 6 504,03 milliards de FCFA contre 6 519,31 milliards de FCFA précédemment et celle du marché obligataire est restée inchangée à 2 964,97 milliards de FCFA.

Au cours de cette séance, les transactions ont porté sur 41 titres qui se sont comportés comme suit :

SIB, SGB et BOAC du secteur des finances se sont appréciés de 300 FCFA, 40 FCFA et 30 FCFA pour finir à 16 500 FCFA, 11 590 FCFA et à 4 850 FCFA.

SICOR, PALMCI et SOGB du secteur agricole ont pris 200 FCFA, 190 FCFA et 100 FCFA pour s'afficher à 4 150 FCFA, 5 800 FCFA et à 4 350 FCFA.

CROWN SIEM et UNILEVER, du secteur industrie ont gagné 275 FCFA et 170 FCFA pour terminer à 14 265 FCFA et à 8 500 FCFA.

UNIWAX et NESTLE, aussi du secteur industrie sont passés de 4 100 FCFA et 2 000 FCFA à 4 200 FCFA et à 2 050 FCFA, soit une hausse de 100 FCFA et 50 FCFA.

SERVAIR ABJ et CFAO du secteur distribution ont progressé de 135 FCFA et 40 FCFA pour clôturer à 1 935 FCFA et à 580 FCFA.

Par contre, SOLIBRA et SMB du secteur industrie ont reculé de 1 000 FCFA et 350 FCFA pour être à 123 000 FCFA et à 8 500 FCFA.

FILTISAC et NEI également du secteur industrie ont perdu 100 FCFA et 2 FCFA pour finir à 17 200 FCFA et à 37 FCFA.

De même, TOTAL CI et TOTAL SN du secteur distribution se sont dépréciés de 600 FCFA et 5 FCFA s'affichant à 10 700 FCFA et à 1 580 FCFA.

Pareillement, BOAN, BOAS et BOAB du secteur des finances ont cédé 150 FCFA, 80 FCFA et 10 FCFA s'établissant à 4 200 FCFA, 2 405 FCFA et à 6 990 FCFA.

BOAM et NSBC également du secteur des finances ont régressé de 5 FCFA chacun terminant à 4 950 FCFA et à 4 840 FCFA.

ETIT, toujours du secteur des finances a enregistré une baisse de 1 FCFA pour être à 19 FCFA.

Ensuite, ONATEL, SODE et CIE du secteur services publics ont reculé de 95 FCFA, 50 FCFA et 5 FCFA pour finir à 7 900 FCFA, 5 800 FCFA et à 1 990 FCFA.

Enfin, SAPH du secteur agricole a perdu 40 FCFA clôturant la séance à 3 000 FCFA.

Les transactions ont également porté sur les titres (SICABLE, AIR LIQUIDE, SONATEL, BICICI, BOABF, CBIBF, ECOC, SAFCA, BOLLORE, SUCRIVOIRE, BERNABE, VIVO ENERGY et BOAD.O11)

Prochaine séance de cotation le 12 janvier 2018

INTERNATIONAL

Europe...

PARIS (awp/afp) - Les Bourses européennes ont été jeudi irrégulières, plombées par la hausse de l'euro et les minutes de la BCE dont le ton jugé plus confiant a entraîné une forte tension des taux souverains. L'Eurostoxx 50 a cédé 0,40%

La Bourse de Paris a clôturé dans le rouge (-0,29%), l'indice **CAC 40** reculant de 16,13 points à 5.488,55 points, dans un volume d'échanges soutenu de 4 milliards d'euros.

La Bourse de Londres a terminé en hausse de **0,19%**, l'indice **FTSE-100** prenant 14,43 points à 7.762,94 points, un record en clôture. La Bourse de Francfort a cédé du terrain, l'indice **Dax** lâchant **0,59%** (78,30 points) à 13.202.90 points.

Amérique...

La Bourse de New York a fini à des records de clôture jeudi, après avoir accusé la veille son premier repli en 2018, soutenue par les valeurs de l'énergie et l'optimisme des investisseurs avant l'ouverture du bal des résultats.

L'indice **Dow Jones** a gagné 205,6 points, soit **0,81%**, à 25.574,73. Le **S&P 500**, plus large, a progressé de 19,33 points, soit **0,70%** à 2.767,56 et le **Nasdaq Composite** a pris 58,21 points, soit **0,81%**, à 7.211,78.

Les trois grands indices ont ainsi enregistré des records de clôture, même s'ils avaient réduit brièvement leurs gains après les déclarations du président de l'antenne de la Réserve fédérale à New York, William Dudley, qui a dit redouté à long terme les conséquences des baisses d'impôts sur l'économie.

* ECONOMIES - FINANCES *

UEMOA : la part de la BCEAO dans les crédits à l'économie passe de 10,8% en 2012 à 28,3% en 2016

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) continue de contribuer d'une manière conséquente au financement des pays de la l'UEMOA.

Dans une note d'information datée du décembre 2017, l'institution financière confie que les différentes actions menées par la BCEAO ont contribué à l'amélioration du ratio « Crédits à l'économie sur PIB » dans l'Union, qui s'est consolidé de 5,7 points de pourcentage sur les cinq dernières années pour s'établir à 28,1% en 2016. En outre, poursuit la même source, le ratio « refinancements / crédits à l'économie », qui traduit la part de la Banque Centrale dans les crédits à l'économie, s'est accru, passant de 10,8% en 2012 à 28,3% en 2016.

Après analyse, ces éléments montrent à suffisance le rôle clé que joue la Banque Centrale dans le dynamisme des économies de la sous-région. Son appui est à l'actif d'actions entreprises pour la diversification et le développement du secteur bancaire et financier, en vue d'un meilleur financement des économies de la zone. Il s'agit, entre autres, du développement du marché de la dette publique où la BCEAO a conduit à terme le projet de mutualisation des conseils aux Etats de l'Union par la création de l'Agence UMOA-TITRES.

En outre, fait savoir l'institution, elle a aménagé la réglementation relative à l'émission des titres publics et institué le cadre des Spécialistes en Valeurs du Trésor (SVT), qui sont opérationnels dans l'ensemble des Etats membres de la zone.

Le marché régional des capitaux, principale source de financement des Etats

Selon toujours la BCEAO, ces actions ont permis de faire du marché régional des capitaux, la principale source de financement des Etats. En effet, souligne-t-elle, les ressources mobilisées (bons et obligations du Trésor émis par voies d'adjudication et de syndication) sont passées de 513,1 milliards en 2008 à 3.304,3 milliards en 2015 pour s'établir à 4.412,1 milliards en 2016.

A cela s'ajoute la promotion des Bureaux d'Information sur le Crédit (crédit-bureau) qui vise à réduire l'asymétrie d'information entre les emprunteurs et les prêteurs. Elle devrait contribuer à améliorer l'accès au financement d'un plus grand nombre d'agents économiques (particuliers, TPE, PME, unités du secteur informel).

Dans ce lot figure aussi la mise en place d'un dispositif de soutien au financement des PME avec pour objectif de créer un écosystème favorable à la PME, en particulier à son financement, en vue d'accroître la contribution de cette catégorie d'entreprises à la création de richesses et à la lutte contre le chômage.

A ce titre, la BCEAO agira sur les conditions d'offre de financement aux PME, en rendant plus attractifs les crédits bancaires à ces entreprises. Il sera ainsi permis aux établissements de crédit de refinancer auprès de la Banque Centrale, leurs créances sur les PME.

Sur cette même lancée, le Banque Centrale a engagé des actions visant au développement du crédit-bail dans la zone. A cet égard, la Loi uniforme sur le crédit-bail a été adoptée par le Conseil des Ministres de l'Union, lors de sa session tenue à Lomé les 24 et 25 juin 2016. Elle est en cours d'adoption par les Parlements nationaux.

La finance islamique dans la danse

Toujours dans sa volonté de mieux contribuer au financement des économies de l'Union, la BCEAO, dans sa dynamique de diversification du système bancaire et financier, a identifié la finance islamique comme une source de financement.

C'est ainsi qu'elle avait décidé de la promouvoir en mettant en place un cadre juridique approprié avec l'appui de l'expertise de la Banque Islamique de Développement.

Anticipant sur ce cadre juridique, trois Etats de l'Union ont émis des Sukuk (obligations islamiques) pour mobiliser des fonds destinés à la réalisation d'investissements dans le cadre de leurs programmes économiques. Ce sont la Côte d'Ivoire (150 milliards en 2015 et 160 milliards en 2016), le Sénégal (100 milliards en 2014 et 200 milliards en 2016) et le Togo (156 milliards en 2016). Ces opérations ont été expressément autorisées par le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers.

Toujours dans cette même dynamique, la BCEAO a lancé la promotion de l'affacturage. Et pour améliorer le financement des besoins en fonds de roulement des entreprises et développer la sous-traitance, la Banque Centrale a élaboré une stratégie en vue de promouvoir l'affacturage dans l'UMOA. Celle-ci requiert l'adoption d'un texte communautaire et la sensibilisation des acteurs sur les avantages de cet outil au service des entreprises.

DEVISE

1 USD	=	569,86	FCFA
1 EURO	=	655,96	FCFA
1 Livre Sterling	=	771,57	FCFA
1 Naira	=	1,58	FCFA
1 000 CFA	=	7,98	GH Cedis

MATIERES PREMIERES

<i>Pétrole Brent (XBNT)</i>	=	69,10 \$	(+0,05 %)
<i>Pétrole Brut (WTI)</i>	=	63,60	(+0,24%)
<i>L'Once d'Or</i>	=	1 322,44 \$	(+0,42 %)
<i>Café Arabica-New York</i>	=	122,80 cents/lb	(-0,93%)
<i>Café Robusta- Londres</i>	=	1 727 \$/tonne	(+0,06%)
<i>Cacao - New York</i>	=	1 928\$/tonne	(-0,67%)
<i>Coton - New York</i>	=	82,65cents / lb	(+3,77%)
<i>Caoutchouc-Osaka</i>	=	207,10 yens/kg	(-0,34%)
<i>Huile de Palme- Kuala Lumpur</i>	=	2 563 riggints/tonne	(-2,25%)

AUTRES INFORMATIONS

Le pétrole au plus haut en trois ans, l'accord iranien menace

Londres (awp/afp) - Les cours du pétrole évoluaient à leur plus haut depuis décembre 2014 jeudi en fin d'échanges européens, dopés par la baisse des stocks américains et par les tensions entre l'Iran et Washington.

Vers 17H00 GMT (18H00 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars valait 69,82 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 62 cents par rapport à la clôture de mercredi.

Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour le contrat de février prenait 1,01 dollar à 64,58 dollars.

Vers 16H25 GMT, le Brent a atteint son plus haut depuis décembre 2014 à 70,05 dollars, tandis que le WTI avait touché 64,77 dollars vers 15H05 GMT, également à son plus haut depuis décembre 2014.

"Depuis le début de l'année, les prix montent (à cause des) tensions géopolitiques, qu'il s'agisse des tensions sur le territoire iranien ou entre le pays et les Etats-Unis, et d'une demande robuste, avec la vague de froid qui s'est abattue sur l'Amérique du Nord", ont noté les analystes de Natixis.

Une demande forte aux Etats-Unis alors que l'offre mondiale a été limitée par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et par ses partenaires a participé à une diminution des réserves américaines, comme l'a prouvé le rapport hebdomadaire sur ces stocks publié mercredi par le gouvernement américain.

Les marchés gardent également un oeil sur les relations entre l'Iran, l'un des principaux producteurs de l'Opep, et les Etats-Unis.

Le président Donald Trump, détracteur farouche de l'accord sur le nucléaire, doit dire dans les prochains jours s'il impose à nouveau une série de sanctions économiques contre l'Iran qui avaient été suspendues, ce qui avait permis à l'Iran de relancer ses exportations de brut.

"Les prix avaient été soutenus en novembre dernier par le renouvellement de l'accord de l'Opep", a par ailleurs rappelé David Madden, analyste chez CMC Markets.

Alors que les prix du brut, qui évoluaient au dessus de 100 dollars en juin 2014, s'étaient effondrés pour toucher moins de 30 dollars début 2016, le cartel s'était efforcé de trouver un accord entre producteurs pour éculer des réserves mondiales qui s'amoncelaient.

L'accord, conclu fin 2016 et auquel se sont joints dix autres producteurs dont la Russie, a été renouvelé en novembre jusqu'à fin 2018.

Reste à savoir quelle sera la réponse des producteurs américains, qui ne sont pas tenus par l'accord et dont les champs de pétrole de schiste redeviennent rentables avec la hausse des cours.

"La réaction des producteurs américains est inéluctable, et le nombre de puits actifs va augmenter en février et mars pour répondre aux prix plus élevés atteints en décembre et janvier", ont prévenu les analystes de Natixis.



Société de Bourse

Depuis 1996



Pour tout renseignement complémentaire, ou pour une ouverture de compte en vue d'acheter les actions, les obligations ou les Fonds communs de placement, veuillez contacter le service clientèle de la SGI-TOGO.

Siege Social: 4691, Bd G. GNASSINGBE Eyadema,

Tél: (228) 22 53 33 30 / 22 53 33 40

Agence du Grand Marché : 380, Rue du Grand Marché, Immeuble UTB Centrale, 3ème

Etage Tél : (28) 22 22 30 86/22 22 31 45

Avec nous, investissez en toute confiance